

11.06.2013 – 11:50 Uhr

Tout va-t-il pour le mieux sur le marché suisse du travail?

Bern (ots) -

Selon le rapport de l'Observatoire, l'immigration ou l'augmentation du nombre des frontaliers n'a aucune incidence ou n'occasionne que des conséquences négatives négligeables sur le chômage ou sur les salaires. Ce bilan contredit cependant ce que vit chaque jour la population, en particulier dans les régions frontalières. Pour Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, la politique va devoir relever de grands défis si la libre circulation des personnes doit franchir le cap des votations des prochaines années.

La libre circulation des personnes n'a aucune incidence dévastatrice sur le marché du travail suisse. Les mesures d'accompagnement mises en oeuvre par les syndicats se soldent pas un franc succès en matière de protection des salaires. Ce sont sûrement deux des plus importantes constatations du rapport de l'Observatoire 2013.

Ne pas masquer les effets négatifs

Conclure que tout va pour le mieux parce qu'il manque des conséquences catastrophiques serait faux. La population et les syndicats font en effet une toute autre expérience dans les régions frontalières. La situation sur le marché du travail est toujours plus difficile, en particulier pour les jeunes qui débutent leur carrière professionnelle et pour les travailleurs plus âgés. Cela ressort aussi du rapport. L'augmentation marquante du taux de sans emploi selon le BIT (p. 44) démontre que le chômage a augmenté pour les personnes qui n'ont aucun accès à l'assurance chômage. Justement les jeunes et les personnes plus âgées.

Nécessité d'agir pour la politique

Travail.Suisse relève un besoin d'agir dans deux domaines:

- Renforcement dans les régions avec une forte immigration ou beaucoup de frontaliers : Dans ces régions, l'accès des jeunes à l'assurance chômage dès la fin de la formation est à améliorer, de sorte qu'ils puissent aussi bénéficier des mesures actives du marché du travail. Pour les travailleurs plus âgés, le nombre d'indemnités est à augmenter. Ces régions doivent devenir des régions ciblées par les mesures d'accompagnement, avec plus de contrôles réalisés et financés. La déclaration de force obligatoire des CCT et la promulgation de contrats-types de travail doivent être facilitées.
- Juste répartition des effets de la croissance: la politique doit faire en sorte que les fruits de la croissance profite à toute la population. Pour cela, il faut des salaires minimaux spécifiques aux régions et aux branches sur tout le territoire, un soutien aux travailleurs dans leur formation continue et pour la conciliation avec la vie de famille, de même qu'un abandon des cadeaux fiscaux en faveur des riches et des entreprises pour que l'on puisse financer les infrastructures du futur.

Si l'expérience vécue par la population au quotidien correspond aux statistiques positives, alors la libre circulation des personnes pourra franchir le cap des prochaines votations.

Contact:

Martin Flügel, Président, 031/370'21'11, 079/743'90'05